

D'aucuns s'étonnent chez les parlementaires, pour des raisons qui m'échappent tout à fait, qu'on ait décidé d'annoncer ces nouvelles mesures lors d'un dîner-bénéfice à caractère politique, alors qu'il eût été préférable de les dévoiler tout d'abord au Parlement, pour tâcher de rallier le vaste soutien parlementaire qu'elles méritent, mais passons. Il est question de la paix que nous souhaitons tous. Cette démarche est empreinte de noblesse et il faut espérer qu'elle produira des effets positifs.

Quant au deuxième objectif que s'est fixé le gouvernement dans le discours du trône, la croissance économique, j'ai bien peur de devoir abandonner ce ton élogieux. Ce passage ne pourrait résister à un examen critique sans qu'on s'interroge sérieusement sur la notion de crédibilité. Peut-on en croire ses yeux ou ses oreilles? Voilà ces bruits familiers dont j'ai déjà parlé. Ces propositions sont archiconnues et l'opposition se doit, comme tous les Canadiens, incidemment, de lire ce discours du trône en faisant la part des apparences et de la réalité. C'est là une tâche à laquelle cette Chambre aurait tout lieu de s'attaquer.

Bien sûr, les discours du trône se prêtent à des promesses. Celles-ci sont indispensables, surtout à l'approche d'élections générales. Il y a là de quoi satisfaire tout le monde, et je suppose donc que tout le monde sera content, mais encore faut-il s'assurer de la crédibilité des documents comme celui-ci. Cela nous ramène au discours de prorogation, car il décrivait les résultats obtenus par le gouvernement, tels que celui-ci a bien voulu les présenter. Ce discours offre un contraste frappant non seulement avec le discours du trône de 1980, mais aussi avec celui de 1983. En fait, si vous analysez les deux documents présentés à la Chambre la semaine dernière, autrement dit le discours de prorogation et le discours du trône, je pense qu'ils trahissent assez bien les intentions du gouvernement.

Dans son discours de prorogation, le gouvernement a parlé de l'économie, et peut-être vaut-il la peine de rappeler ici ce qu'il a dit à ce propos. Voici ce que nous pouvons lire dans le discours de prorogation sous le titre «Relever les défis posés par la récession mondiale»:

Face à ces difficultés, les Canadiens ont résisté à la tentation du repli sur soi. Ils ont plutôt mobilisé leurs forces pour relever les durs défis de notre époque. Et le gouvernement s'est appliqué à les protéger autant que possible des ravages de la récession internationale tout en menant la lutte contre l'inflation au pays.

Voilà de belles paroles.

● (1620)

Le gouvernement est revenu là-dessus dans le discours du trône en parlant de favoriser la croissance économique, afin que davantage de Canadiens puissent s'acheter une maison, apprendre un métier, élargir leur entreprise, devenir propriétaire de nos ressources et obtenir leur juste part des nombreux avantages que ce pays peut nous offrir. N'importe quel politicien aurait sans doute pu écrire cela la conscience tranquille, mais reste à savoir si les citoyens accepteront ces belles paroles

confrontées à la réalité. Le discours du trône de 1980 exprimait le même genre de sentiment.

Dans le discours de prorogation de 1983, on a pris soin de passer sous silence les moments pénibles que nous avons connus depuis que le gouvernement est au pouvoir. En écoutant le discours de prorogation et le discours du trône, personne ne pourrait croire que le gouvernement actuel a présidé à une débâcle économique comme ou n'en avait jamais vue au Canada depuis 40 ans, c'est-à-dire depuis la Seconde Guerre mondiale. Personne ne croirait que le Canada est celui des sept pays industrialisés du monde occidental qui a enregistré la plus forte baisse de son produit national brut au cours de la récession de 1981-1982 et que cette baisse a été deux fois plus forte qu'en Italie, qui se classe à l'avant-dernier rang. Vous pourrez trouver ces chiffres dans la Revue économique du ministère des Finances, publiée en avril 1983.

Quand vous critiquez sa politique économique, le gouvernement s'empresse de rejeter la faute sur quelqu'un d'autre, que ce soit l'Europe ou les États-Unis, et surtout ces derniers. Et pourtant, que disent les chiffres? Ils sont éloquentes. Le taux d'inflation se situe actuellement à 4.9 p. 100. Nous avons fait là d'énormes progrès et soyons-en reconnaissants, mais c'est quand même deux fois plus que le taux d'inflation en vigueur aux États-Unis qui nous concurrencent sur notre marché national, tandis que nos propres exportateurs essayent d'en faire autant sur le marché américain. Le chômage a été et est encore plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Depuis 1980, le nombre total d'emplois s'est accru de 1.5 p. 100 au Canada; au cours de la même période, il a augmenté de 3.5 p. 100 aux États-Unis, c'est-à-dire, là encore, de plus du double. Sur le plan de la productivité, en 1982, le Canada est celui des sept principaux pays industrialisés qui s'est classé au dernier rang et il est arrivé également bon dernier derrière les onze pays de la Communauté économique européenne. Pour ce qui est des autres aspects de l'économie servant de points de repère, tels que la capacité de notre industrie manufacturière, nous ne sommes pas non plus de taille à lutter avec les États-Unis.

Il faut reconnaître que le Canada subit le contrecoup de ce qui se passe dans le reste du monde. Nous ne devons pas minimiser l'importance de ce facteur, mais comment pouvons-nous expliquer pourquoi nous nous en tirons beaucoup plus mal que les autres, et surtout bien plus mal que nos voisins, nos principaux partenaires économiques, les États-Unis? Nous devons certainement commettre des erreurs; nous ne pouvons attribuer tous nos maux aux troubles économiques ressentis dans le monde entier.

Je tiens à insister sur le fait que le gouvernement canadien a sa part de responsabilité; et les citoyens le savent. L'été dernier, le Conference Board a mené une enquête. Il a posé la question suivante à mille entreprises canadiennes: Parmi les facteurs suivants, quels sont ceux qui auront sans doute des conséquences néfastes sur votre production dans six mois? Selon les résultats de cette enquête, le principal facteur était la faible demande, comme on pouvait s'y attendre. Néanmoins, le second, qui a été cité par 36 p. 100 des répondants, était la politique gouvernementale. Au lieu de compter sur le gouvernement pour résoudre les problèmes économiques, le monde des affaires le considère comme une source de problèmes.